

Connaissances pour le développement

Observatoire des sciences et des technologies au niveau du développement agricole et rural dans le pays ACP

novembre 2005 / numéro 2

CTA et S&T

Réseaux S&T

Dossiers

À Propos

English

<http://knowledge.cta.int>

Éditorial

Sommaire

Éditorial 1

par Hansjörg Neun

Les systèmes ASTI 2

- Le CTA continue de analyser les systèmes ASTI
- La recherche en fonction de la demande. Comblant l'écart dans le système ASTI

Point de vue 3

par Judith A. Francis

Dossiers

La prise de décision en matière de S&T 4

- La coopération internationale de l'UE en matière de S&T, par Dirk Pottier
- Accroissement de l'influence de la coopération internationale de l'UE en S&T pour progresser vers le développement durable, par Cornelia Nauen
- Point info sur la coopération internationale en S&T (INCO)

Le besoin d'innovation 5

- Savoir indigène et innovation agricole, par Floris van der Pol
- Les approches participatives dans la R&D agricole, par Willem Heemskerck
- Financer la R&D agricole par des programmes de subventions attribuées par adjudication, par Stein Bie

La S&T en perspective 6

- La télédétection, un défi pour les pays ACP, par Paul Geerders
- Surveillance des criquets www.fao/ag/locusts/en/info/index.html

La changement climatique 7

- Changement climatique et stratégies de R&D agricole dans les pays ACP, par Ogunlade Davidson
- Conséquences du changement climatique pour la R&D agricole dans les pays ACP, par Ton Dietz

Le CTA et la S&T en 2005 8

- Sélection des activités de la S&T du CTA

Bâtir des partenariats et démystifier la science

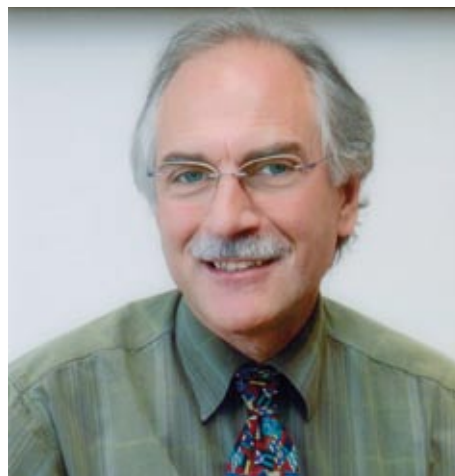
Hansjörg Neun, directeur du CTA

« Ce qu'il faut, c'est un véritable partenariat entre pays développés et pays en développement, un partenariat qui inclue la S&T », Kofi Annan, 2004, Science Vol. 303:925

Avec son programme de stratégies S&T, le CTA aide la région ACP à privilégier l'application de la science, de la technologie et de l'innovation (ST&I) pour atteindre ses objectifs de développement. Le Centre constate que le manque d'appropriation de plans en matière de S&T et la mise en réseau inadéquate au niveau national, régional et international empêchent les pays ACP de participer au dialogue politique sur la S&T et de déterminer des stratégies ST&I appropriées pour transformer leurs secteurs agricole et rural.

Ces deux dernières années, le CTA a collaboré avec des organisations nationales, régionales et internationales afin de les sensibiliser davantage à l'importance de la S&T pour le développement et de les inciter à inscrire l'agriculture dans leurs initiatives en matière de S&T. Le Centre a concentré son action sur le renforcement des capacités des ACP au niveau national et régional pour analyser les systèmes agricoles de ST&I, et sur le développement d'une plateforme favorisant la collaboration dans le domaine de la S&T au sein des régions ACP et entre elles, et entre la région ACP et l'UE.

Le CTA soutient les initiatives entreprises par les régions pour revitaliser l'enseignement supérieur agricole. En outre, il se propose de démystifier la S&T afin d'encourager la participation de la société civile, agriculteurs, femmes et jeunes inclus, et d'assurer une communication plus efficace de la science, en particulier aux décideurs. Les régions ACP et le centre ont là un défi à relever. Il est relativement aisé de faciliter la participation multipartite à la remise à plat de l'enseignement supérieur agricole car les groupes cibles sont faciles



Hansjörg Neun, directeur du CTA

à cerner. Cependant, démystifier la science de manière que les agriculteurs et d'autres membres de la société civile puissent participer aux processus de S&T requiert des efforts plus concertés, notamment une collaboration entre scientifiques, activistes communautaires, communicateurs et autres parties prenantes de premier ordre.

Le CTA est conscient de la rapidité à laquelle les agriculteurs répandent entre eux les informations utiles et les technologies performantes. Il a donc décidé de faciliter la formation de professionnels des ACP à la détection, à l'analyse et à l'évaluation des expérimentations et des innovations des agriculteurs. Il leur apprend également à communiquer les résultats de leurs activités aux décideurs. Cette approche offre des outils précieux pour développer une stratégie efficace de communication visant à démystifier la science dans le secteur agricole. Le centre et ses partenaires internationaux chercheront à prendre appui sur cette initiative pour continuer de soutenir les régions ACP dans leurs efforts pour :

- Investir dans le développement des capacités de la science indigène ;
- Renforcer l'enseignement supérieur agricole ;
- Comblant le fossé au sein de la région ACP et entre la région ACP et l'UE.

Les systèmes ASTI et le CTA

Le site

Le site Web Connaissances pour le développement soutient le dialogue sur les politiques de S&T pour le développement agricole et rural dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Il permet aux scientifiques des ACP de partager et d'évaluer les résultats des actions nationales et régionales, et de collaborer en vue d'utiliser la S&T au service du développement de l'agriculture dans leur pays.

Le site Web offre un accès à l'information afin de :

- promouvoir le dialogue et faciliter les échanges sur la S&T entre les parties prenantes des ACP, et entre les ACP et l'UE, afin de renforcer les processus de formulation et de mise en œuvre des politiques, et de sensibiliser aux développements de la S&T et à leurs implications pour l'agriculture ;
- soutenir les pays ACP dans leur action visant à développer les systèmes de savoirs autochtones, à renforcer les capacités de recherche, et à transformer les systèmes d'innovation technologique pour parvenir à une production agricole durable.

Les visiteurs de ce site peuvent :

- trouver des informations détaillées sur la S&T, sur les programmes et les organismes de S&T ;
- dialoguer avec d'autres visiteurs ;
- participer à divers forums de discussion.

Pour nous joindre, merci d'envoyer un courriel à Stratégies de S&T : knowledge@cta.int

Connaissances pour le développement

Publication : CTA, Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE
B.P. 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
www.cta.int
Production : Contactivity bv, Stationsweg 28, 2312 NL Leiden, Pays-Bas
www.contactivity.com
Traduction : Catherine Miginiac, Maastricht
Copyright : © CTA 2005
Les articles et documents publiés dans Connaissance pour le développement peuvent être librement reproduits, à conditions que le nom des auteurs et les sources soient clairement indiqués.

Le CTA continue de renforcer les capacités pour analyser les systèmes ASTI

Le CTA, en collaboration avec le Royal Tropical Institute (KIT) et des partenaires ACP, le Bunda College (Malawi), l'Abia State University (Nigeria), la Commission nationale de science et technologie (NCST, la Jamaïque) et le Secrétariat général de la communauté du Pacifique (SPC, Fidji), a piloté quatre séminaires régionaux de formation entre juin et septembre 2005 portant sur l'analyse des systèmes agricoles de science, de technologie et d'innovation (ASTI) dans des pays d'Afrique (2), des Caraïbes (1) et du Pacifique (1). Plus de 100 professionnels représentant des universités, des organismes nationaux et régionaux de recherche, des ministères et d'autres organisations des secteurs public et privé et de la société civile ont bénéficié de ces formations.

Les séminaires constituaient la deuxième phase d'un processus de renforcement des compétences dans divers pays ACP en vue de l'application du cadre des systèmes d'innovation au secteur agricole. Les objectifs principaux étaient d'aider les professionnels et les décideurs des ACP à comprendre le cadre des systèmes d'innovation, les processus de développement technologique et de gestion de l'amélioration des performances économiques et, plus particulièrement, les systèmes d'innovation agricole dans les pays en développement.

La recherche en fonction de la demande. Combler l'écart dans le système ASTI

Le CTA, en collaboration avec le CABI (Kenya), le réseau ATPS et l'IRAD (Cameroun), a hébergé des séminaires nationaux de formation destinés à des acteurs de l'industrie de la floriculture au Kenya et du sous-secteur de la cassave au Cameroun. L'objectif global était de renforcer les capacités des ACP pour développer des agendas de recherche déterminée par la demande en collaboration avec des acteurs



essentiels ; cette stratégie vise à renforcer les systèmes agricoles de science, de technologie et d'innovation (ASTI) dans les pays ACP. La formation a été suivie d'études de cas visant à cerner les priorités de la recherche agricole déterminée par la demande dans les sous-secteurs donnés et à porter les résultats à l'attention des décideurs. Le but est d'améliorer l'interface entre scientifiques ou chercheurs et entreprises (agriculteurs et autres entrepreneurs agricoles) dans le système ASTI.

<http://www.knowledge.cta.int>

Nous encourageons les lecteurs à visiter le site web Connaissance pour le développement du CTA, afin de participer au processus de développement et de partage du savoir, d'apporter des ressources pour le dialogue politique et de s'inscrire à la lettre d'info électronique « Knowledge ».

Point de vue

Systèmes agricoles de science, de technologie et d'innovation

par Judith Francis, coordinatrice de programme senior, Stratégies S&T, CTA

L'entreprise agricole, l'exploitation, l'usine de traitement, le prestataire de services fournissant des intrants agricoles, les machines, le conditionnement sont en cœur du système agricole d'innovation, défini comme l'application continue du savoir. Sa mise en place nécessite une coopération entre les acteurs essentiels du système : entreprises, universités et autres centres d'apprentissage, organismes de recherche et de développement, agents de vulgarisation et autres dispensateurs d'information, institutions financières, autorités de contrôle et décideurs. Le niveau de coopération détermine le flux d'informations et de connaissances que les entreprises utilisent pour développer des produits, des processus, des structures institutionnelles et de nouveaux marchés ou pour améliorer ceux qui existent déjà. Comme dans tout système dynamique ou vivant, l'intensité des liens entre les divers éléments ou acteurs varie, ce qui influe sur l'efficacité et l'efficience du système. En ce qui concerne les systèmes d'innovation, surtout les systèmes agricoles d'innovation, dans lesquels le rôle et les responsabilités des acteurs ne sont pas très bien définis, le type et l'intensité des liens qui se forment entre les acteurs ont des répercussions sur la capacité du système à encourager l'innovation.

En 2004, le CTA a soutenu la formation de cinq nationaux ACP pour développer leur capacité à analyser le système agricole de science, de technologie et d'innovation. Puis il a alloué des ressources à leurs organisations afin de leur permettre d'entreprendre une analyse des sous-secteurs sélectionnés visant à recueillir des informations sur le système agricole d'innovation.

L'Institute for Research and Development du Cameroun a lancé une étude sur les sous-secteurs de la cassave et du cacao dans le pays. L'African Technology Policy Studies Network (ATPS) a entrepris une étude sur l'industrie de la floriculture au Kenya. La Commission nationale de science et de technologie de la Jamaïque a analysé les sous-secteurs du gingembre et de la mangue. Le National Agricultural Research Institute (NARI) de Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA) ont étudié les sous-secteurs du riz de leurs pays respectifs. Les résultats ont été révélateurs.

Dans tous les cas, les chercheurs ont constaté que le système ASTI ne fonctionnait pas efficacement, à cause de la faiblesse des liens noués entre les acteurs, alors que ceux-ci, pris individuellement, avaient la capacité de générer, de diffuser ou d'appliquer le savoir. Les liens dynamiques existants résultaient de menaces à l'activité, telles que maladies, quête de nouveaux marchés ou besoin d'assurer le bien-être social des travailleurs. Les liens n'avaient pas pour vocation simplement de soutenir le développement ou l'émergence du sous-secteur basés sur une vision partagée. La faiblesse des liens avait un impact négatif sur les divers sous-secteurs et leur capacité à soit contribuer à la sécurité alimentaire soit faire face à l'évolution de la dynamique de marché.



Judith A. Francis with Ralph von Kaufmann (FARA)

L'étude de cas sur la floriculture a démontré qu'un environnement institutionnel favorable et l'accès au savoir et à la technologie étaient des conditions sine qua non de la compétitivité et de la croissance dans cette industrie. Elle a également mis en évidence différentes cultures organisationnelles et procédures de fonctionnement qui constituaient des obstacles au renforcement de liens efficaces dans le secteur. Des attitudes et des perceptions négatives, émanant tant des chercheurs que des agriculteurs, avaient sapé la confiance, si bien que les interactions entre les entreprises et le système local de recherche étaient très peu développées. Ainsi se sont forgés des liens forts entre les cultivateurs et le système international de recherche qui ont entraîné une sous-utilisation des capacités de recherche disponibles au Kenya.

Depuis le début des études, les institutions nationales ont coordonné les actions de suivi visant à l'amélioration des performances du système ASTI. À la Jamaïque, un groupe de travail ASTI sur le gingembre doit formuler des recommandations pour revitaliser l'industrie jamaïcaine du gingembre. Les principaux domaines d'intervention sont le financement, le marketing et la recherche. Le Premier ministre de la Jamaïque a chargé le ministre de l'agriculture de coordonner et de formuler des recommandations visant à revitaliser l'industrie jamaïcaine du gingembre.

* L'auteur souhaite remercier Maurice Bolo, coordinateur ASTI au Kenya, et Marcia Blair, coordinatrice ASTI à la Jamaïque.

La prise de décision en matière de S&T

Présentation du dossier

Ce dossier se propose de permettre à la communauté ACP des scientifiques, des décideurs et autres parties prenantes des secteurs et des disciplines agricoles et connexes de partager leur savoir et leurs expériences afin d’encourager le dialogue politique national et régional et d’appuyer la formulation et la mise en œuvre de politiques bien documentées. Nous espérons que les deux grands articles de ce dossier, sous-tendus par des documents disponibles sur le web, stimuleront la remontée d’information et le débat.

La S&T de l’Union européenne

Un guide de la S&T européenne et des politiques et programmes en matière de recherche et développement en agriculture pour la communauté ACP des scientifiques, des décideurs et autres parties prenantes dans les secteurs et disciplines agricoles et connexes.

Liens commentés vers sites web et ressources

- Stratégies et politiques
- Programmes internationaux
- Coopération ACP-UE
- Réseaux et informations
- S&T en Belgique
- S&T au Danemark
- S&T en Finlande
- S&T en France
- S&T en Allemagne
- S&T en Italie
- S&T aux Pays-Bas
- S&T en Norvège
- S&T en Espagne
- S&T en Suède
- S&T au Royaume-Uni

Dialogue sur les politiques de S&T

Liens commentés vers des documents de référence relatifs aux cadres des politiques ACP-UE en matière de S&T et au dialogue politique ACP-UE en cours.

Liens commentés vers documents et ressources

- Accord de Cotonou et FED
- Politiques ACP-UE/CE en matière de S&T
- Forum 2002 des ministres ACP-UE
- Examen des politiques de S&T en 2001
- Dialogue politique sur la RTD en 2000

La coopération internationale de l’UE en matière de S&T

par Dirk Pottier, 2005, DG Recherche de la CE, Bruxelles

L’Europe a une position unique dans le monde grâce à ses relations de longue date avec tous les pays du monde, à son adhésion aux valeurs humanistes universelles et à sa volonté ainsi qu’à sa capacité de mobiliser les connaissances pour le développement durable, la croissance économique et la compétitivité. L’aire européenne de la recherche (ERA) et sa dimension internationale offrent la possibilité de définir le rôle de l’Europe dans la S&T pour son propre développement durable, ainsi que dans les régions partenaires et au niveau mondial.

Le programme de coopération internationale en S&T (INCO) part du principe que le savoir ne peut pas se réduire au statut de marchandise qu’il faut produire pour retirer un obstacle au développement. Il cherche à inclure le système de connaissance des pays en développement dans la génération et l’utilisation de connaissances utiles pour le développement. Telle est l’approche privilégiée par les actions de recherche de l’INCO. Elle reflète sa philosophie de promotion des partenariats actifs en S&T.

>>>Pour en savoir plus...

Accroissement de l’influence de la coopération internationale de l’UE en S&T pour progresser vers le développement durable

Cornelia Nauen (rédactrice en chef) 2005, DG Recherche de la CE, Coopération scientifique internationale, Bruxelles

<ftp://ftp.cordis.lu/pub/inco2/docs/impactofinternationalstcoop.pdf>

Au fil des deux dernières décennies, ce programme de coopération internationale en S&T est devenu partie intégrante des programmes-cadres de recherche de la CE. La coopération internationale en S&T s’est concentrée sur la mobilisation des capacités scientifiques en Europe et dans les pays et régions partenaires, pour répondre à des besoins de base tels que les soins médicaux et la santé publique, l’utilisation rationnelle des ressources naturelles, la protection de l’environnement et la sécurité alimentaire. Elle suit le principe du partenariat entre égaux en quête d’avantages mutuels.



À la suite du Sommet de la terre à Rio et de l’Agenda 21, on a porté une attention croissante sur les approches systèmes et les grandes orientations. Conformément au principe de subsidiarité, l’appui européen à la coopération internationale en S&T est axée sur des problèmes régionaux des pays partenaires.

Les priorités de la recherche pour la coopération internationale en S&T financée par l’UE sont définies à l’aide d’un dialogue birégional ou en référence à des engagements de l’UE pris dans le cadre de négociations internationales, tels le protocole de Kyoto, la Convention sur la diversité biologique (CDB), et les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Étant donné la faiblesse des politiques en matière d’éducation de base et supérieure, et d’innovation, la capacité à utiliser les résultats des recherches et à les traduire en améliorations de l’organisation, du processus ou du produit ne peut progresser que lentement. En 1999, le CGIAR estimait que 40 % des quelque 3 milliards de dollars étasuniens investis dans la recherche agricole par ses centres de recherche pendant la dernière décennie étaient destinés à l’Afrique. Les liens avec les politiques et les systèmes nationaux de recherche étant insuffisants, le CGIAR estime que les effets de ces investissements sont faibles. L’expérience passée et son interprétation soulèvent de nombreuses questions.

>>>Pour lire ce rapport d’intérêt majeur...

Point info sur la coopération internationale en S&T (INCO)

<http://www.cordis.lu/fp6/inco.htm>

Le point d’information d’INCO donne des informations générales sur les activités de coopération internationale en S&T au titre du 6e programme-cadre. Les documents relatifs à INCO sont disponibles sur le site de Cordis.

>>>Pour visiter ce site...



Le besoin d’innovation

Les systèmes de savoir indigène

Le savoir indigène détenu par les communautés indigènes est défini comme étant « le total des connaissances et des compétences que possèdent les populations d’une aire géographique déterminée et qui leur permettent de tirer le maximum de leur environnement. La plupart de ces connaissances et de ces compétences ont été reçues des générations précédentes mais, à chaque nouvelle génération, les hommes et les femmes les modifient et apportent leur part à cet ensemble de connaissances, dans une adaptation constante à de nouvelles situations et à de nouvelles conditions environnementales. Ils transmettent à leur tour cet ensemble de connaissances à la génération suivante, afin de lui procurer des stratégies de survie. » Ces ressources posent la question du besoin d’intégrer le savoir des agriculteurs dans le vaste système de savoir.

Liens commentés et documents

- Les systèmes de savoir indigène, généralités
- Les systèmes de savoir indigène dans les pays ACP
- Les systèmes de savoir indigène dans le monde

Les approches participatives dans la R&D agricole

Diverses stratégies cherchent à associer activement les agriculteurs à la R&D agricole. Cette ressource explore certaines méthodologies et approches et donne des informations sur les expériences visant à encourager la participation des agriculteurs et d’autres parties prenantes à la définition des priorités et à l’exécution de projets de R&A agricole.

Liens commentés et documents

- R&A agricole participative, généralités
- R&A agricole dans les pays ACP
- R&A agricole dans le monde

Savoir indigène et innovation agricole

Floris van der Pol, KIT, Amsterdam

Les innovations agricoles vont de pair avec la privatisation, la décentralisation et la mondialisation. Pendant l’époque coloniale, l’innovation était gérée par des institutions publiques. Après l’indépendance, on a développé de nouvelles approches pour réaliser des objectifs de développement, par exemple accroître la production alimentaire et réduire la dépendance. Progressivement, les innovations techniques développées dans des stations de recherche ne répondaient plus aux conditions locales diverses.

>>>Pour en savoir plus...

Les approches participatives dans la R&D agricole

Willem Heemskerk, KIT, Amsterdam

Les agriculteurs innoveront pour soutenir, étendre et améliorer leurs systèmes de production. L’innovation agricole est donc le produit de négociations sociales entre parties prenantes, et sa diffusion n’est possible qu’avec une organisation sociale et une communication efficaces. Pendant les années 90, les décideurs et les bailleurs internationaux ont privilégié les programmes sectoriels et les documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), qui mettaient l’accent sur les secteurs et les programmes sociaux afin de contrecarrer les effets négatifs des programmes d’ajustement structurel (PAS).

>>>Pour en savoir plus...

Financer la R&D agricole par des programmes de subventions attribuées par adjudication

Stein Bie et Howard Elliott (2005)

Un programme de subventions attribuées par adjudication est un processus dans lequel les fournisseurs de ressources de recherche soumissionnent en vue d’obtenir des contrats dans le cadre de programmes définis au préalable ou d’appels à propositions. Il peut être ouvert à tous ou imposer des limites nationales ou régionales, ou exiger des alliances particulières de partenaires réunis à cette fin dans un consortium.

Un programme de subventions attribuées par adjudication se diffère d’invitations



ad hoc à soumettre des propositions de recherche, dans ce sens qu’il vise à apporter des changements permanents dans les structures de recherche des pays en voie de développement et développés. Il repose sur l’idée qu’un potentiel de recherche est disponible en dehors des organismes de recherche gouvernementaux et des universités, des entreprises commerciales et des sociétés de conseil. Ce potentiel peut apporter des idées et des alliances nouvelles, améliorer l’efficacité, et stimuler le secteur traditionnel de la recherche.

>>>Pour en savoir plus...



Financer la R&D agricole

Ressource comprenant plus de 200 liens commentés vers des sources d’information sur des stratégies innovantes de financement et les organisations qui accordent des aides pour la recherche agricole dans les pays ACP. Ces liens s’adressent aux décideurs et aux responsables d’instituts de recherche disposant de budgets limités.

Liens commentés vers des sites web et des ressources

- Nouvelles approches de financement
- PPP
- Programmes de subventions attribuées par adjudication
- Ressources UE
- Initiatives ACP
- Sources multilatérales et bilatérales
- Fondations et ONG
- Rédaction de propositions

La S&T en perspective

Présentation du dossier

Les investissements dans les sciences, les technologies et l'innovation sont essentiels pour le développement économique. Les changements rapides actuels dus aux progrès de la biotechnologie et des technologies de l'information et de la communication (NTIC) étayent cette affirmation. L'adoption de découvertes scientifiques et de nouvelles technologies fait souvent l'objet de controverses en raison de la divergence des points de vue et de la perception différente des risques potentiels. Ce dossier offre de nombreuses informations relatives à la biotechnologie, à la biosécurité, à la PI et à diverses applications des NTIC dans des domaines tels que les systèmes d'information de gestion agricole pour la surveillance de l'environnement, la télédétection et le changement climatique.

Système intégré de gestion (SIG) pour la surveillance de l'environnement

Une bonne prise de décision et le développement des connaissances nécessitent des informations de qualité disponibles en temps utile. Cette ressource vise à sensibiliser les pays ACP au besoin de développer des systèmes d'acquisition, d'analyse et d'archivage des données et de l'information provenant de sources multiples. Un SIG est un outil puissant pour la planification et la prise de décision.

Liens commentés vers des sites et des ressources

- les SIG, généralités
- les SIG dans les ACP
- les SIG en Europe
- les SIG dans le monde
- Bibliothèque

Dossiers à paraître prochainement

- Biodiversité, science et gouvernance
- Stratégies GIC pour le développement des politiques de S&T
- Stratégies S&T différenciées pour les systèmes agricoles des ACP
- Stratégies S&T pour le sucre
- Stratégies pour le café
- Stratégies pour la banane
- Stratégies pour la cassave

La télédétection, un défi pour les pays ACP

par Paul Geerders

L'application opérationnelle et indépendante des technologies de télédétection requiert d'un pays ACP qu'il mette en place une chaîne complète d'infrastructure technologique, allant de l'acquisition des données de télédétection à la distribution des produits d'information aux utilisateurs concernés, en passant par le traitement et la réalisation des produits d'information.

On a lancé des initiatives internationales en vue de renforcer les capacités d'application des technologies de la télédétection dans quelques pays ACP, mais il reste beaucoup à faire. Il faut maintenant mettre l'accent sur le renforcement des capacités dans les pays ACP en vue de concevoir des politiques relatives au développement de la télédétection. Les échanges et la coopération entre les pays ACP et les pays européens peuvent contribuer à renforcer les capacités et la position des pays ACP pour participer aux développements futurs de cette technologie.

Pour que la télédétection réponde aux besoins futurs des pays ACP, il faudrait



revoir l'état des infrastructures existantes et le rôle des politiques en place, sensibiliser les décideurs et les utilisateurs, et former des spécialistes du domaine.

>>>Pour en savoir plus...

Surveillance des criquets

www.fao/ag/locusts/en/info/info/index.html

Les criquets constituent une menace sérieuse pour nombre de pays ACP. Il est essentiel que ces pays disposent d'informations en temps voulu. La FAO a créé plusieurs services d'information sur le web pour prévenir les invasions acridiennes. La télédétection fournit des informations précieuses sur les zones où une invasion risque de se produire.

>>>Pour en savoir plus...

Tutoriel sur la télédétection

<http://rst.gsfc.nasa.gov/>

Ce tutoriel sur la télédétection utilise un format qui explique cette technologie à l'aide de nombreuses questions et de plusieurs quiz qui placent l'apprenant devant les principes de base et diverses applications. Le tutoriel est actualisé chaque jour : recherche de nouveaux contenus et de nouvelles informations qui sont ajoutés à son site web actif.

>>>Pour en savoir plus...

Télédétection

La télédétection présente d'énormes possibilités pour l'agriculture, la géologie et la gestion des ressources naturelles. Cette ressource permet d'accéder à d'innombrables informations, disponibles sur le web, qui donnent une vue globale de la technologie et de ses utilisations potentielles pour le développement agricole et rural des ACP.

Liens commentés vers des sites et des ressources

- Liens
- Généralités
- Les instruments de la télédétection
- La télédétection dans l'agriculture
- La télédétection dans les ACP
- La télédétection en Europe
- La télédétection dans le monde

La S&T en perspective

Présentation de cette ressource

Les pays ACP subissent les effets les plus nocifs des émissions par les pays industrialisés de gaz à effet de serre, parce qu'ils sont dans l'incapacité de réagir adéquatement aux changements climatiques qu'elles induisent.

Ce dossier examine les conséquences du changement climatique dans les pays ACP et étudie des stratégies de S&T pour le développement agricole et rural qui permettraient de les atténuer.

Liens commentés vers des sites et des documents

- Grandes orientations
- Agriculture
- Atténuation et adaptation
- Prévisions

liens annotés

Le protocole de Kyoto. Des avantages pour les pauvres ?

http://europa.eu.int/comm/development/body/publications/courier/courier189/en/en_042_ni.pdf

Quel est le lien entre éradication de la pauvreté et changements climatiques, ces défis majeurs du XXIe siècle ? Que signifient pour les pauvres les efforts récents entrepris dans le cadre du protocole de Kyoto pour renverser les tendances climatiques ? Doivent-ils payer pour les erreurs des autres ?

IRIN.new. Le changement climatique, une question de vie et de mort

http://www.irinnews.org/report.asp?ReportID=46445&SelectRegion=Southern_Africa

Sous l'effet conjugué du changement climatique et de la déforestation de ses pentes, les glaces et les neiges du Kilimandjaro fondent, provoquant une modification radicale de l'écosystème environnant. Les changements du climat mondial peuvent avoir des conséquences dramatiques. Les scientifiques ont déjà constaté une diminution de l'approvisionnement en eau des terres basses qui entourent la montagne. Cette évolution aura probablement toutes sortes de répercussions sur les villages ruraux.

Changement climatique et stratégies de R&D agricole dans les pays ACP

Ogunlade Davidson, directeur d'Énergie et développement, Research Centre, Afrique du Sud

Les températures de l'air de surface et de l'océan, l'élévation du niveau moyen de la mer et le recul des glaciers nous donnent maintenant suffisamment de preuves scientifiques convaincantes du réchauffement climatique. Bien que les gaz à effet de serre soient indispensables à la vie dans l'atmosphère, la concentration des gaz, particulièrement du dioxyde de carbone, du méthane et de l'oxyde nitrique, a largement dépassé les niveaux préindustriels. Selon certaines prévisions, la température à la surface du globe augmenterait de 1,4 à 5,8° C par rapport à 1990 d'ici à 2010, provoquant des perturbations économiques et écologiques majeures.

Les pays ACP, comme les autres pays en développement, contribuent très peu à ces émissions mais supporteront la plupart des effets nocifs du changement climatique, à cause de leur incapacité à réagir adéquatement aux prévisions. Il est possible de gérer les émission de gaz à effet de serre dans les pays ACP en adoptant des options plus respectueuses de l'environnement qui risquent toutefois de se révéler onéreuses.

>>>Pour en savoir plus...

Conséquences du changement climatique pour la R&D agricole dans les pays ACP

Ton Dietz, professeur de géographie sociale, directeur de l'Amsterdam Research Institute for Global Issues and Development Studies, Amsterdam

Le changement climatique influe fortement sur la production agricole dans les pays ACP :

- Modifications des zones de production géographique et temporelle ;
- Augmentation des variations climatiques, d'où une vulnérabilité potentielle accrue aux événements extrêmes ;
- Pressions pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture.

Un effet direct sur l'agriculture des perceptions du changement climatique et des orientations choisies se constate dans le besoin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de soutenir des processus de production, de distribution et de consommation plus



durables. L'attention se porte en partie sur les activités agraires qui participent aux émissions ou qui les réduisent. Mais elle se porte surtout sur les besoins énergétiques des chaînes agricoles de production-consommation, et particulièrement sur les changements dans l'utilisation de l'énergie et dans la distribution. Dans L'environnement et le bien-être humain : une stratégie pratique, le groupe de travail sur la viabilité environnementale du Projet du millénaire plaide pour l'harmonisation des réponses au changement climatique dans la planification de l'agriculture nationale.

>>>Pour en savoir plus...

Adaptation au changement climatique

Monty Jones, secrétaire exécutif du Forum pour la

recherche agricole en Afrique (FARA), Ghana

www.ifpri.org/pubs/ib/ib25.pdf

L'adaptation au changement climatique est un des huit thèmes des programmes auxquels l'Association pour le développement de la recherche agricole en Afrique orientale et centrale (Asareca) et les centres dans la région du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) ont décidé de coopérer (in Strengthening Agricultural Research in Africa (IFPRI, 2004).

>>>Pour en savoir plus...

Projet SPSLCMP (South Pacific Sea Level and Climate Monitoring Project)

www.pacificsealevel.org

Le projet SPSLCMP a pour mission de surveiller les effets du réchauffement planétaire dû à l'homme sur le climat et le niveau de la mer dans le Pacifique. Il repose sur un réseau de stations de suivi à haute résolution installées dans tout le Pacifique. Le projet donne aux pays partenaires et à la communauté scientifique des enregistrements précis du niveau de la mer dans le Pacifique Sud qui permettent d'anticiper les effets du réchauffement.

>>>Pour en savoir plus...

Le CTA et la S&T

Le CTA intègre la jeunesse dans le dialogue politique S&T

En collaboration avec le Réseau d'études sur la politique technologique en Afrique (ATPS), le CTA a organisé un congrès sur le jeunesse intitulé « Jeunesse et emploi, création de richesse : possibilités offertes par l'agriculture, la science et la technologie », qui s'est tenu à Nairobi, au Kenya, du 20 au 23 juin 2005. Le congrès a rassemblé plus de 70 responsables de groupes de jeunes et représentants d'organismes de recherche et d'universités, du secteur privé et de la société civile de 21 pays africains. Le congrès a bénéficié de l'imagination, de la créativité et de la capacité innovatrice des jeunes, harmonieusement articulées avec l'expérience, la supervision et les conseils de seniors de référence pour chercher des solutions au déficit d'emplois et de création de richesse en Afrique.

Les jeunes ont regroupé les obstacles majeurs à la réalisation de leur potentiel dans quatre catégories : les aspects politiques, financiers et socioculturels, et l'éducation et l'infrastructure. L'absence de politiques et de cadre institutionnel soutenant la ST&I ; l'accès limité à l'éducation et le manque d'investissements dans le développement d'une société du savoir ; des écoles, universités, structures de recherche et installations industrielles archaïques et mal équipées, et les problèmes socioéconomiques : tels sont les principaux obstacles empêchant l'Afrique et sa jeunesse de valoriser la S&T pour le développement. Ils ont lancé un appel aux organisations nationales, régionales et internationales pour qu'elles contribuent à leur autonomisation. Ils ont également exhorté les institutions d'enseignement supérieur à sensibiliser les gouvernements et à fournir une plateforme pour aider les jeunes à faire entendre leur voix. Enfin ils ont demandé aux gouvernements de mettre en œuvre des politiques et d'adopter des législations facilitant l'application de la S&T en vue du développement socioéconomique.

Le congrès était précédé par un concours de rédaction ouvert à tous les jeunes Africains. Les trois prix ont été attribués à Winnie Alum, NARI, Ouganda, à Muthoka Christine Ndunge, University of Nairobi, Kenya, et à Phillip Mutuma Munyua, KARI, Kenya.

Expérimentation et innovation par les agriculteurs

En collaboration avec le Centre for International Cooperation de l'Université libre d'Amsterdam et des organismes nationaux et régionaux de recherche agricole de la Jamaïque (CARDI), de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (NARI) et du Sénégal (ISRA), le CTA a hébergé des séminaires nationaux multipartenaires intitulés « Repérer et analyser l'expérimentation et l'innovation par les agriculteurs : combler le fossé dans le système agricole de science, de technologie et d'innovation (ASTI). » Les partenaires ont reconnu que l'innovation des agriculteurs avait été efficace dans le passé. On peut la stimuler pour qu'elle contribue à nouveau à la croissance agricole et au développement. Le séminaire a été suivi par des études de cas visant à renforcer la capacité des pays à repérer, analyser et évaluer les expérimentations des agriculteurs, à documenter les résultats et à les porter à l'attention des décideurs. Cette stratégie cherche à améliorer le lien entre agriculteurs, scientifiques et décideurs.

>>>Pour en savoir plus...

Comblant le fossé entre scientifiques et décideurs

En avril 2005, le CTA a hébergé un atelier de formation et de rédaction pour les experts des ACP, portant sur la rédaction de notices de politiques à l'adresse de décideurs. Les participants devaient élaborer deux notices : l'une sur la biotechnologie, l'autre sur la biodiversité, la science et la gouvernance. Au début, l'objectif leur semblait ambitieux, mais, à la fin de la formation, ils avaient rédigé des avant-projets de notices qui ont été présentés au personnel du CTA puis

diffusés plus largement. Les commentaires recueillis ont été intégrés aux notices au stade final.

>>>Pour en savoir plus...

Consultations nationales sur le document caraïbe de politique ST&I

En collaboration avec le Conseil caraïbe pour la science et la technologie (CCST), le CTA a lancé des consultations nationales d'une journée sur l'avant-projet révisé de cadre pour la science, la technologie et l'innovation pour les Caraïbes pour chacun des 13 États membres du CCST. Ces consultations de parties prenantes étaient coordonnées par les interfaces nationales. Les recommandations émanant des consultations nationales seront intégrées dans le cadre régional révisé de politique ST&I avant finalisation et soumis pour ratifications aux ministres de S&T en 2006. Le Centre reconnaît qu'il faut bâtir des piliers nationaux pour établir un cadre régional qui servira de modèle pour le développement national et régional.

>>>Pour en savoir plus...

Quatrième réunion du Comité consultatif sur la S&T

La 4e réunion du Comité consultatif sur la S&T pour le développement agricole et rural des ACP s'est tenue en novembre 2005. Le comité s'est penché sur des rapports concernant le développement de la S&T, la méthodologie révisée d'analyse du système ASTI, et les leçons tirées des stratégies employées pour combler le fossé dans le système ASTI. Il a également examiné les notices de politique et les stratégies des ACP visant au renforcement de l'enseignement supérieur agricole dans la région ACP.

>>>Pour en savoir plus...

